

C'est avec consternation que l'Union des Intérêts de la Place Financière Lémanique UIPF (qui compte plus de 1'800 membres) a pris connaissance des propos tenus par Monsieur Manuel Tornare, Maire de Genève, lors de la séance plénière du Conseil municipal de la ville de Genève du 15 février 2006.

Il s'est exprimé en ces termes dans le cadre d'une délibération sur la pauvreté et les dealers à Genève :

« Derrière les dealers, qu'il ne faut pas uniquement stigmatiser parce qu'ils n'ont pas forcément la même couleur de peau que vous et moi, il y a aussi des cols blancs. Vous avez vu le chiffre d'affaires des banques ces derniers temps ? Vous pensez qu'il n'y a que de l'argent propre ? Bon. Il y a aussi, vous le savez très bien du blanchiment de l'argent de la drogue. »

M. Tornare n'hésite pas à proférer de graves soupçons de blanchiment totalement infondés. Cela démontre sa méconnaissance profonde de l'arsenal en vigueur dans notre pays pour lutter contre le blanchiment d'argent. En effet, la Suisse a fait œuvre de pionnier en la matière et l'efficacité des mesures mises en place a été saluée par les autorités compétentes au niveau international.

Par ses déclarations indignes d'un magistrat communal, M. Tornare insulte les 30'000 collaboratrices et collaborateurs qui travaillent au sein de la place financière genevoise, l'un des moteurs de l'économie locale. Par ailleurs, nombreux sont les secteurs qui bénéficient des retombées indirectes de l'activité bancaire et financière : on peut citer pour exemples le commerce, l'hôtellerie, la restauration, les services informatiques, etc.

Si dès lors, le Maire de Genève s'attaque à un secteur économique aussi important que la Place financière, où s'arrêtera-t-il dans ses propos. Les prochains seront-ils dirigés contre l'horlogerie, voire l'industrie. Alors que le commerce de détail se bat sans cesse pour défendre l'accessibilité au centre ville, également contre toutes les entraves que les dirigeants de la ville lui imposent pour développer correctement ses activités, Monsieur Tornare souhaite certainement que « sa ville » se vide, ainsi il aura tout loisir d'y déployer ses lumières, mais n'aura plus les moyens financiers pour les éclairer ! On pourrait presque croire que Monsieur le Maire a plus de sympathie pour les dealers que pour les acteurs économiques légitimes et leurs personnels qui font vivre notre ville.

En dénigrant de la sorte la place financière, M. Tornare a-t-il perdu de vue que cette dernière assure une part essentielle du train de vie de la Ville de Genève ? Pour rappel, en 2004, la place financière a produit 58% de la taxe professionnelle communale encaissée par la Ville. Par ailleurs, selon les dernières données publiées par l'Office cantonal de la statistique en février 2006, les banques génèrent 1/3 des impôts de base sur le bénéfice et sur le capital perçus dans le canton. Au vu de ce qui précède, l'UIPF attend du Maire de Genève qu'il apporte un démenti formel aux propos inadmissibles prononcés publiquement le 15 février dernier.

La Présidente,
Fabienne Gautier